

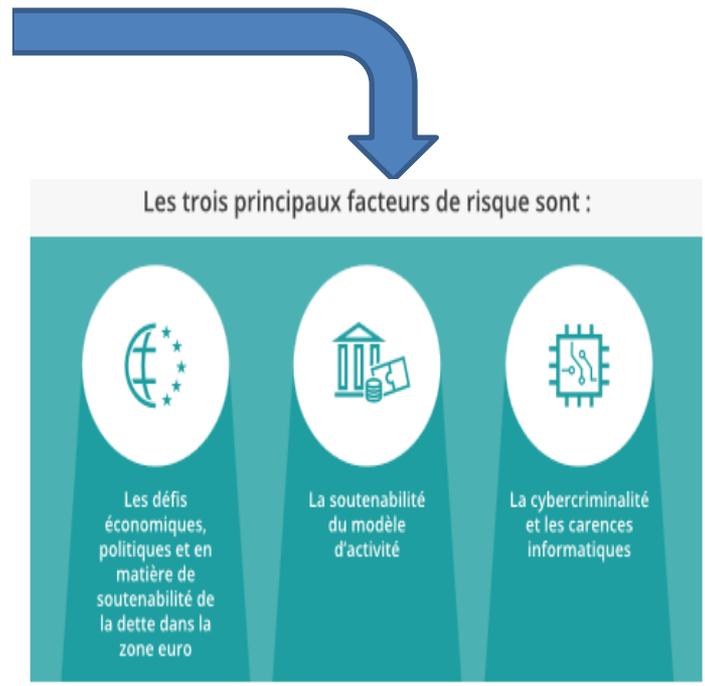
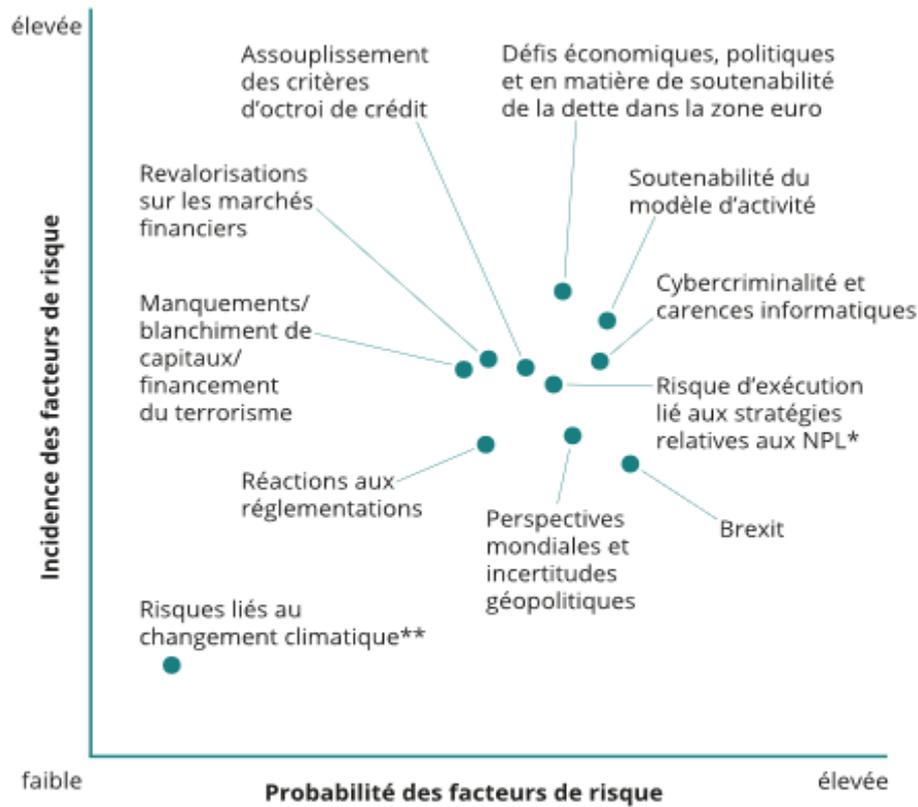
Les principaux enjeux et attentes en matière de supervision

Les principaux enjeux et attentes en matière de supervision

1. Les risques identifiés pour le système bancaire
2. Les mesures macro-prudentielles mises en œuvre face à la croissance de l'endettement
3. Le défi des taux bas
4. Une attente forte sur l'inclusion bancaire
5. Des priorités sur le devoir de conseil et la cyber sécurité

Les risques identifiés pour le système bancaire (1/6) L'analyse de la BCE (MSU)

Cartographie des risques réalisée par le MSU pour 2020



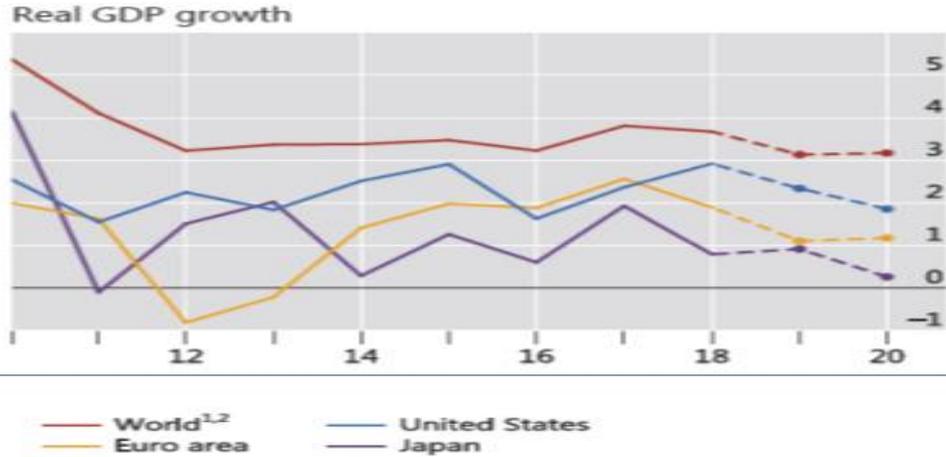
Source : BCE et autorités compétentes nationales.
 *Le risque d'exécution afférent aux stratégies relatives aux prêts non performants (*non-performing loans*, NPL) des banques ne concerne que les établissements présentant des niveaux élevés de NPL.
 **Les risques liés au changement climatique sont davantage significatifs sur un horizon à plus long terme (un horizon supérieur à trois ans, par exemple).

1.

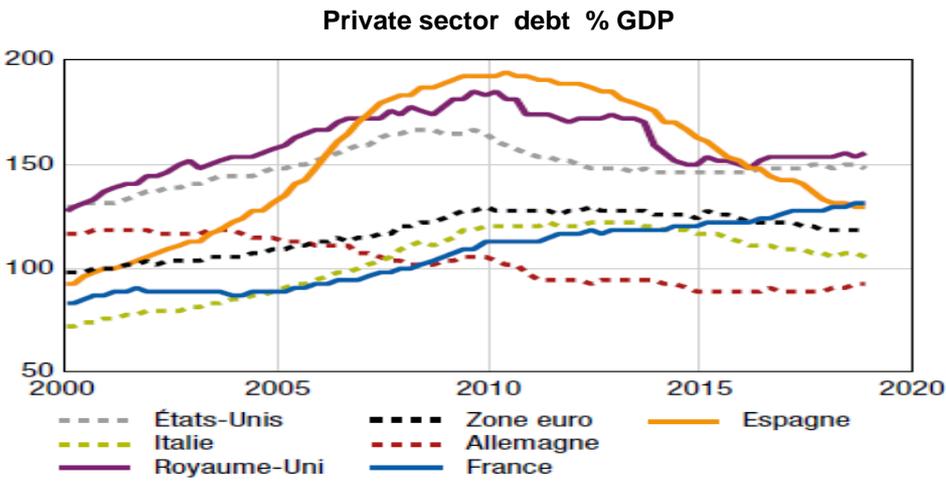
Les risques identifiés pour le système bancaire (2/6) L'analyse de la BCE (MSU)

Les défis économiques, politiques et en matière de **soutenabilité de la dette** auxquels la zone euro a été confrontée se sont accumulés, accentuant les risques de crédit et les perspectives de rentabilité.

- Les projections de croissance économique dans la zone euro pour 2019 et 2020 ont été revues à la baisse mais continuent d'aller dans le sens d'une expansion économique
- Les incertitudes entourant la soutenabilité de la dette demeurent fortes et exposent les pays de la zone euro présentant des niveaux d'endettement élevés à des variations soudaines des perceptions des marchés financiers



Source: Standing Committee on assessment of vulnerabilities, FSB, 2019



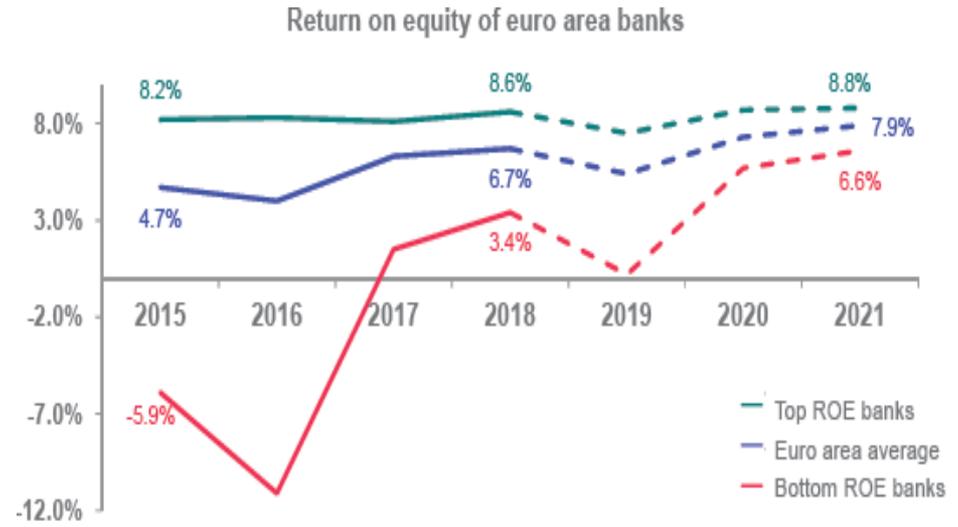
Source : Banque de France.

Les risques identifiés pour le système bancaire (3/6)

L'analyse de la BCE (MSU)

La soutenabilité des modèles d'activité demeure une priorité, les établissements importants de la zone euro restant aux prises avec une faible rentabilité.

- La perspective d'une période prolongée de bas taux d'intérêt et d'une concurrence exacerbée accentue encore la pression exercée sur la capacité des banques à générer des revenus.
- Parallèlement, les dépenses globales sont restées stables, puisque les efforts fournis en termes de réduction des coûts ont été en partie contrebalancés par des facteurs tels que la hausse des salaires et la nécessité de réaliser des investissements dans le domaine de l'informatique et en vue d'améliorer la gestion des risques



Source: A. Enria presentation at the Forum Analysis 17 September 2019

Les risques identifiés pour le système bancaire (4/6)

L'analyse de la Banque de France / ACPR

Synthèse des principaux risques du système financier français en décembre 2019		Niveau et perspective
<p>1. Risques liés à l'endettement</p> <p>Les taux d'endettement des entreprises et des ménages français continuent de croître à un rythme soutenu. La dynamique de l'endettement des entreprises peut augmenter le risque de défaut et/ou les difficultés de refinancement en cas de choc macroéconomique. La croissance des crédits aux ménages (principalement, crédits immobiliers) appelle également une vigilance particulière face à l'assouplissement progressif mais continu des critères d'octroi.</p>	<p>1 bis. Risques de taux d'intérêt pour l'intermédiation financière</p> <p>La baisse des taux d'intérêt de marché intervenue depuis juin dernier pèse sur la profitabilité future des banques. L'environnement de taux d'intérêt durablement bas renforce aussi les contraintes de gestion actif-passif des assureurs-vie, avec une baisse sensible de leurs ratios de solvabilité alors que le rendement de leurs portefeuilles d'actifs s'érode.</p>	
<p>3. Risques de marché</p> <p>Les valorisations observées, particulièrement sur les marchés d'actions, demeurent élevées. Elles sont soutenues par l'environnement de taux d'intérêt durablement bas et la perception d'une orientation encore accommodante des politiques monétaires. Les comportements de prise de risque des investisseurs persistent, exerçant une pression à la baisse sur la rémunération des risques tandis que les flux de placement vers les classes d'actifs alternatives se renforcent. Ainsi, les investisseurs sont exposés au risque d'une correction simultanée des prix sur plusieurs classes d'actifs.</p>		
<p>4. Risques liés aux changements structurels</p> <p>Le secteur financier fait face à des défis structurels qui, en l'absence d'une réponse adéquate, sont porteurs de vulnérabilité à moyen terme. La digitalisation donne un relief nouveau à la préoccupation sur la maîtrise des coûts dans le secteur bancaire et à la concurrence accrue dans l'ensemble du secteur financier, voire à sa disruption (par exemple, via les paiements) et à la cyber-sécurité dont la dimension systémique se renforce. Les grandes institutions financières ont commencé à introduire la gestion des risques climatiques dans leur gouvernance mais ce mouvement doit s'étendre à l'ensemble du secteur financier.</p>		
<p> Risque systémique  Risque élevé  Risque modéré</p>		
<p><i>NB : La couleur représente le niveau du risque qui est un jugement à « dire d'expert » reflétant sa probabilité de matérialisation et son impact systémique potentiel. La flèche indique l'évolution du risque au cours des six prochains mois</i></p>		

Source : Évaluation des risques du système financier français • Décembre 2019

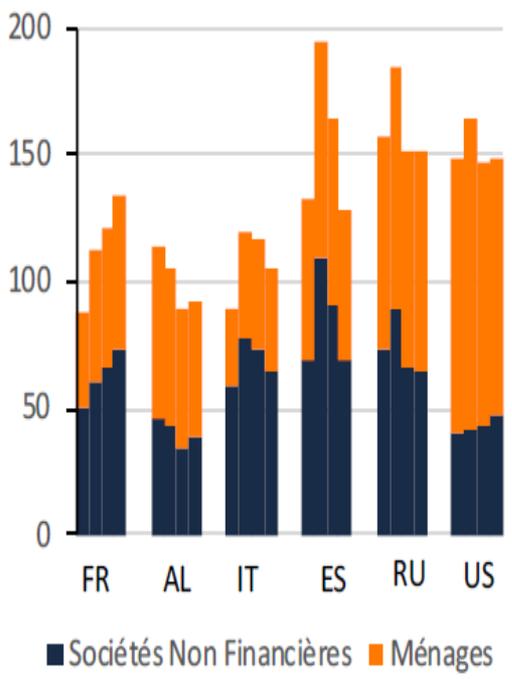
1.

Les risques identifiés pour le système bancaire (5/6) L'analyse de la Banque de France / ACPR

Les taux d'endettement des entreprises et des ménages continuent à croître à un rythme soutenu

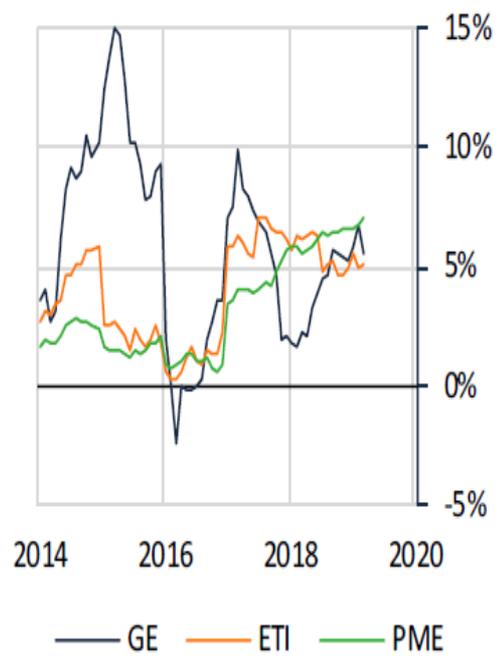
Dette des ménages et sociétés non financières 2004 -2009-2014-2019

x : pays et années sélectionnés / y : pourcentage du PIB



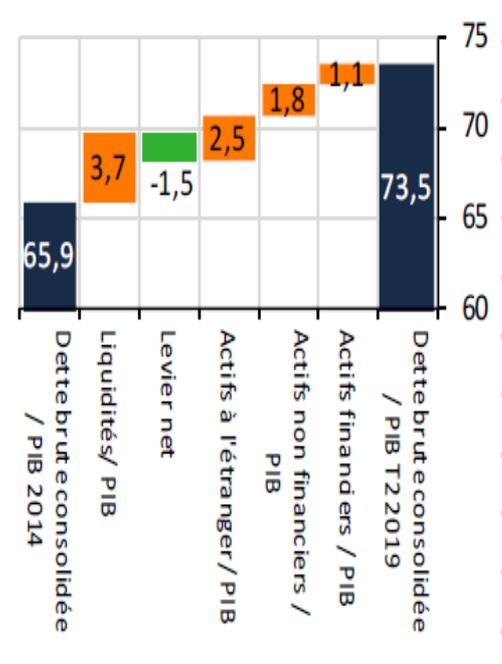
Croissance annuelle de la dette des sociétés non financières (SNF)

x : axe temporel / y : pourcentage en glissement annuel



Décomposition de l'évolution du ratio dette SNF/ PIB entre 2014 et 2019 T2

x : décomposition par facteur / y : pourcentage du PIB



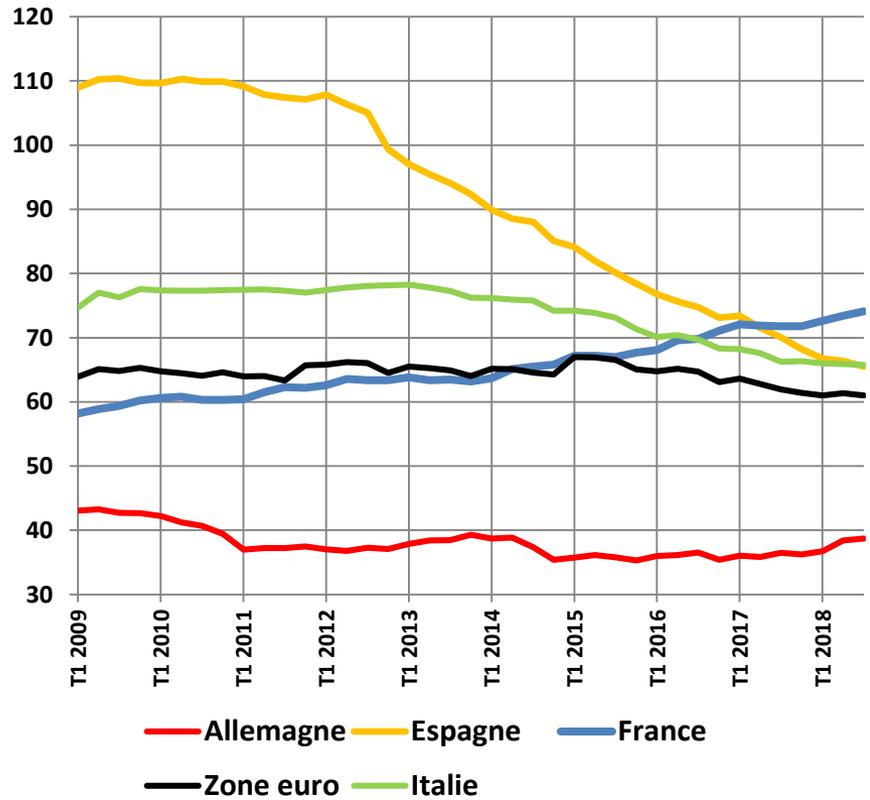
Source : Évaluation des risques du système financier français • Décembre 2019

1.

Les risques identifiés pour le système bancaire (6/6) L'analyse de la Banque de France / ACPR

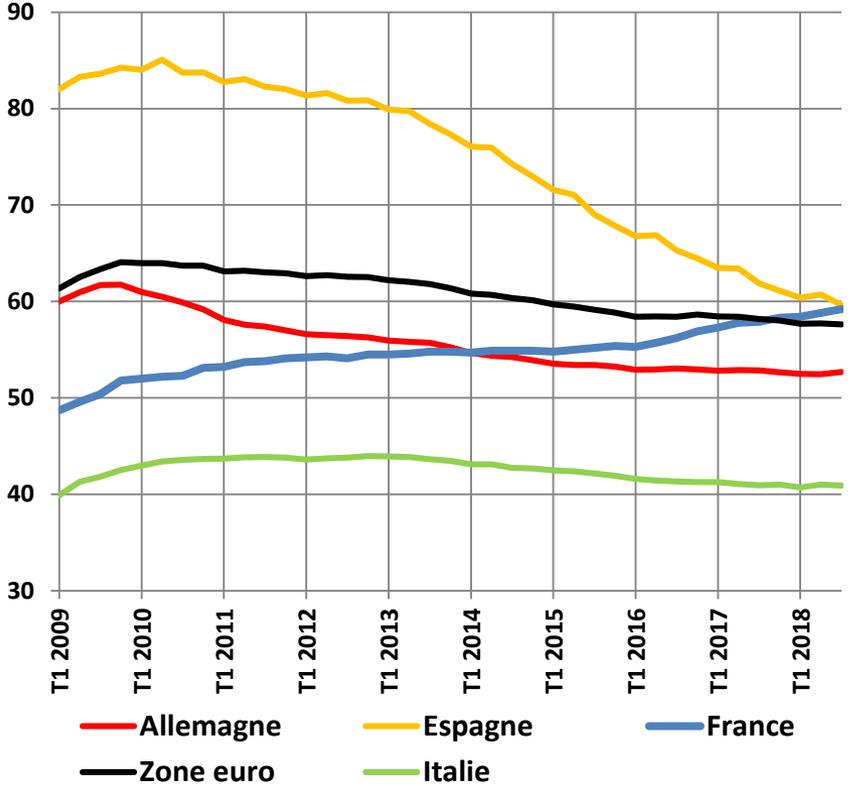
Une croissance supérieure à celle des autres pays européens

Endettement des Sociétés Non Financières (consolidé, % PIB, T3 2018)



Source : Banque de France. Dernier point : T3 2018

Endettement des Ménages (% PIB, T3 2018)



Source : Banque de France. Dernier point : T3 2018



Les mesures macro-prudentielles mises en œuvre face à la croissance de l'endettement (1/2)

En mai 2018, le HCSF a ciblé le risque associé à certaines **sociétés non financières plus fragiles financièrement** :

- une limite d'exposition des banques aux entreprises les plus endettées a été mise en place, plus stricte que celle prévue par la réglementation standard
- les banques systémiques doivent maintenir leurs expositions à une même contrepartie fortement endettée sous les 5% de leurs fonds propres.

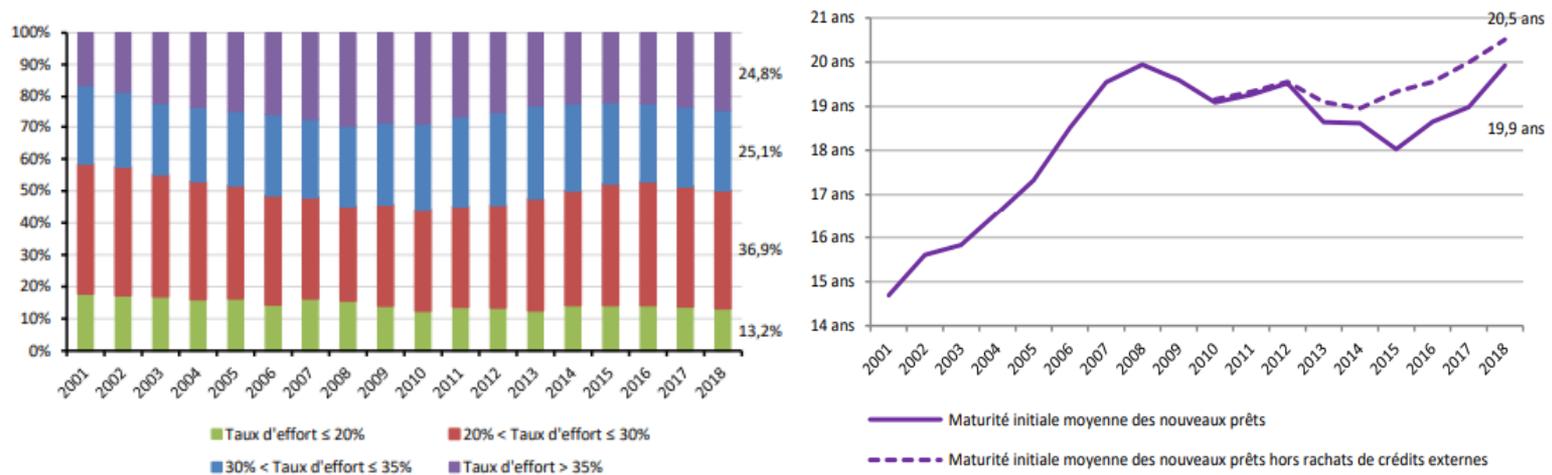
En juillet 2018, le HCSF active le **coussin contra cyclique utilisable en cas de retournement du cycle financier** pour maintenir un flux de crédit à l'économie et réduire le coût et la durée du retournement

- le coussin contra cyclique applicable aux banques a été fixé à 0,25% de leurs actifs pondérés par les risques à compter 1^{er} juillet 2019
- dans une logique progressive et préventive, le niveau du coussin contra cyclique a été fixé à 0,5% à compter du 1^{er} avril 2020.

2. Les mesures macro-prudentielles mises en œuvre face à la croissance de l'endettement (2/2)

En décembre 2019, le HCSF adopte un plan d'action visant à **préserver des pratiques saines** à même d'assurer la résilience du modèle français de financement de l'habitat et de sécuriser l'accès à la propriété a été adopté

Le taux d'effort se détériore avec un taux d'effort > 35 % qui représente 25 % et la maturité des prêts augmente et dépasse le niveau de 2008



- Recommandation de se conformer aux bonnes pratiques établies (taux d'effort à l'octroi maximal de 33 %, durée de crédit n'excédant pas 25 ans) avec encadrement des exceptions
- L'attention des établissements de crédit est attiré sur l'importance d'une tarification du crédit immobilier qui assure une couverture appropriée des coûts et risques.

Un équilibre des effets qui tend à être négatif dans un contexte de taux plus bas pour plus longtemps

Effets négatifs

1. La pression sur la marge nette d'intérêt
2. La vague de remboursements anticipés et de renégociation
3. Les excédents de liquidité pèsent sur la rentabilité
4. Le coût du capital limite la capacité d'appel au marché
5. Prise de risque excessive dans l'octroi de crédit et dans l'allocation d'actifs
6. Le report des meilleurs emprunteurs sur les financements de marché
7. Le frein au désendettement du secteur non financier

Effets positifs

1. La baisse du coût de refinancement des banques
2. La baisse des coûts de financement pour les agents économiques
3. Meilleur accès au crédit pour les particuliers/entreprises et hausse des volumes de crédits
4. L'amélioration de la situation du secteur non financier (particuliers et entreprises)
5. L'amélioration de la capacité des emprunteurs à honorer leurs engagements, hausse de la qualité des actifs et baisse du coût du risque

Les effets nets dépendent des modèles d'activité

- La structure des revenus (intérêts/commissions)
- Le degré de diversification (banque, assurance, gestion d'actifs)
- La part des dépôts / financements de marché
- La part des taux fixes / variables dans les crédits (cf. slide 22)
- La capacité à réduire les coûts

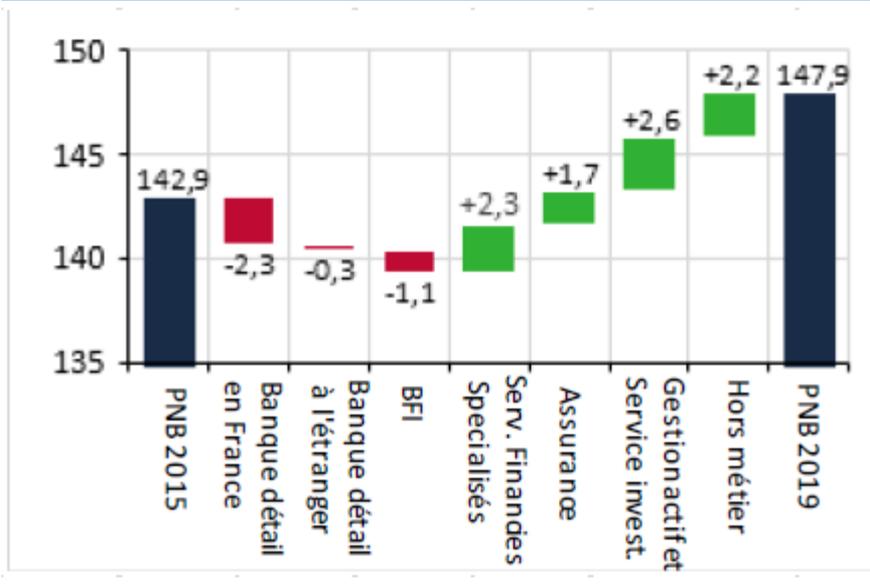
Avec des taux bas pour longtemps :

- Une pression sur les marges pour les **activités bancaires**
 - Réduction de la résilience en réduisant la rentabilité
 - Réduction de la capacité à augmenter le capital après un choc adverse
 - Encouragement à la prise de risques
- Un enjeu pour les **assurances**
 - Augmentation de la valeur des passifs / actifs, affectant la solvabilité
 - Pousse les clients hors des fonds euro au profit des unités de compte

Une érosion des revenus observée sur la banque de détail et sur la banque de financement

Contributions des métiers à l'évolution du PNB des banques françaises entre 2015 et 2019 (vision annualisée)

x : catégorie des métiers / y : milliard d'euros

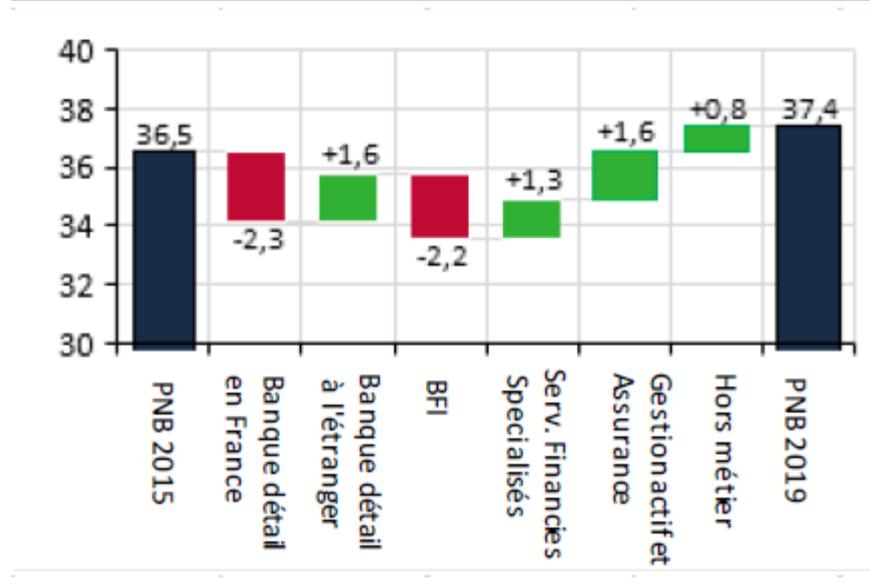


Source : ACPR

Note : Vision annualisée, afin de prendre en compte le premier semestre 2019 et les effets de saisonnalité, par convention, le PNB en année N est constitué du PNB du second semestre de l'année N-1 et du premier semestre de l'année N.

Contributions métiers à la variation du Résultat avant impôts entre 2015 et 2019

x : catégorie des métiers / y : milliard d'euros



Source : ACPR.

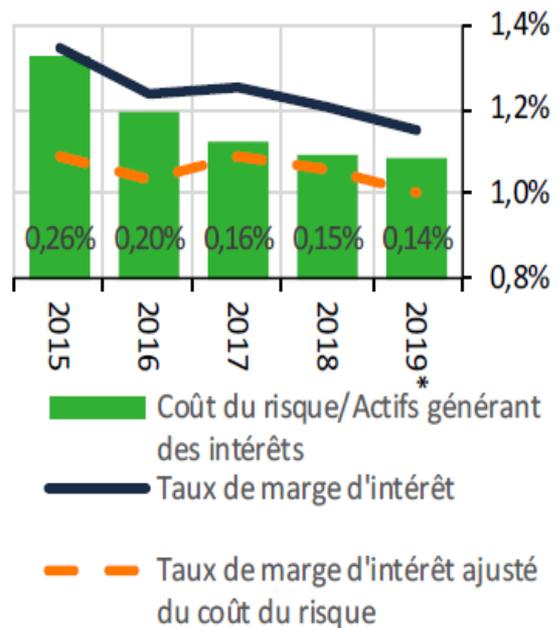
Source : Évaluation des risques du système financier français • Décembre 2019

Le défi des taux bas (4/4)

La baisse du coût du risque n’amortit plus la diminution de la marge d’intermédiation, avec une dynamique qui pourrait être aggravée par une nouvelle vague de renégociations de crédits.

Marge d’intérêt versus marge d’intermédiation

x : années / y : pourcentage (coût du risque/actifs générant des intérêts indiqué en pourcentage)

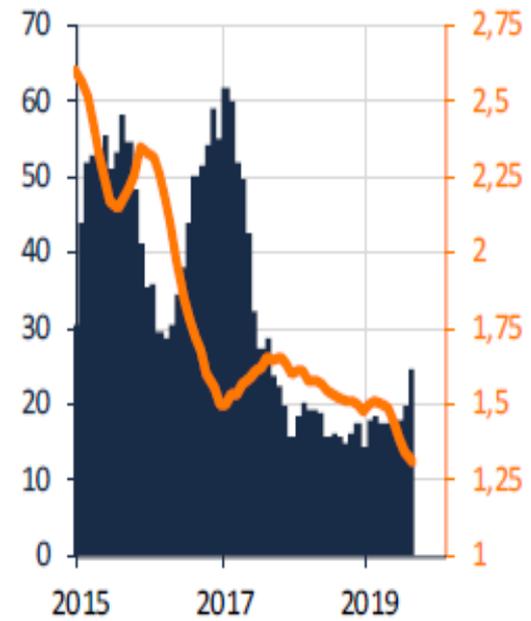


Source : ACPR

Note : (*) l'année 2019 est calculé à partir des données du 1^{er} semestre

Taux moyen des prêts immobiliers et montant des renégociations

x : axe temporel / y : (gauche : milliard d'euro) (droite : pourcentage)



Source : Banque de France

Source : Évaluation des risques du système financier français • Décembre 2019

Le dispositif d'inclusion bancaire repose sur deux piliers opérationnels et un pilier préventif

Accès au compte et aux services bancaires

Droit au compte

Offre spécifique clientèle fragile

Microcrédit

Protection du consommateur de services financiers

Traitement du surendettement

Gestion des fichiers d'incidents

Accompagnement

Éducation financière

Point Conseil Budget

Les engagements de plafonnement des frais d'incidents bancaires pris par les banques fin 2018 constituent des avancées concrètes

- **Deux engagements appliqués par les banques** grâce à une forte mobilisation de la profession début 2019 :
 - pour l'offre spécifique, un plafond de 20 euros par mois et 200 euros par an au maximum
 - pour l'ensemble de la clientèle fragile, un plafond de 25 euros par mois au maximum, pour plus de 3 millions de Français, depuis février 2019

- **Un gain de pouvoir d'achat pour les Français les plus fragiles :**
 - en 2019, 1 million de personnes ont bénéficié de l'application effective de l'un de ces plafonds
 - 487 000 bénéficiaires de l'offre spécifique à fin 2019, + 41 % par rapport à fin 2017

Les constats à l'issue de contrôles ACPR et d'échanges au sein de l'OIB

- Une grande hétérogénéité des pratiques de détection, illustrée par la collecte annuelle faite par l'OIB et confirmée par les contrôles de l'ACPR
- Des écarts importants dans les taux de clients identifiés comme fragiles par chaque banque
- Le poids variable des critères « réglementaires » ou « modulables »

➔ 4 mesures annoncées le 16 octobre pour promouvoir les pratiques de nature à clarifier les dispositifs d'inclusion et les conditions d'accès au plafonnement des frais d'incidents bancaires, renforçant ainsi la cohérence des résultats en matière de détection.

Des priorités sur le devoir de conseil et la cyber sécurité (1/2)

La recherche de relais de croissance et de rentabilité dans un contexte de taux bas renforce les risques pesant sur les épargnants en termes d'information et de conseil

Attention portée aux stratégies de vente des assureurs et de leurs distributeurs, en faveur des unités de compte, doit être associée à un devoir de conseil approprié.

Une veille/surveillance de l'ACPR et un programme de contrôles sur place, conduit en associant des agents du réseau de la Banque de France s'agissant du contrôle des intermédiaires, pour s'assurer que la distribution de produits financiers est conforme à la réglementation en vigueur.

Des actions menées pour le compte de la mission nationale d'éducation financière et la détection des sites internet frauduleux.

Des travaux lancés avec l'AMF sur les personnes vulnérables : la conception des produits, les stratégies de distribution, l'information et le conseil au client aux stades précontractuel et contractuel, l'accompagnement et la formation des réseaux de vente, les politiques de conformité :

Des priorités sur le devoir de conseil et la cyber sécurité (2/2)

1. L'ACPR est engagée dans une démarche d'identification des risques informatiques

Risque opérationnel

- Risque informatique
- Risque cyber

- Les types d'événements de risque définis en 2003 pour le risque opérationnel ne mentionnent pas directement les risques informatiques
- Les superviseurs veulent désormais mieux reconnaître les risques informatiques
- Les risques cyber font partie des risques informatiques



Risque informatique : risque de perte résultant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus d'organisation, de fonctionnement, ou de sécurité du système d'information

Incident cyber : activité informatique malicieuse, ou toute négligence, qui pourrait affecter la confidentialité, l'intégrité ou la disponibilité des systèmes et des données, de même que la traçabilité des opérations

Risque cyber : combinaison de l'occurrence d'un incident cyber et de son impact

2. La connaissance des incidents est essentielle à la mesure des risques